PLAN DE COURS

INTRODUCTION AU DROIT

Auteur : Eléonore Cadou, Université de La Réunion

Université Numérique Juridique Francophone

UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION

LEÇON 1. PRESENTATION GENERALE DU DROIT

Section 1. L'Etude du droit

§1. Des contraintes particulières

A. Le droit : une discipline omniprésente

B. Le droit : un outil polyvalent

C. Le droit : une matière en perpétuelle évolution

§2. Des outils spécifiques

A. Le langage juridique

B. Des publications spécifiques

Section 2. Petite histoire du droit français

§1. L'ancien droit

A. La fragmentation du droit français

B. Les facteurs d'unité du droit

§2. Le droit intermédiaire

A. Les modifications structurelles

B. L'établissement des grands principes

§3. La codification napoléonienne

A. Elaboration du Code civil

B. Caractères du Code Civil

C. L'avenir du Code civil

Section 3. Les différentes branches du droit

§1. Les grandes divisions du droit français

A. Exposition

B. Utilité des classifications

§2. Droit international et droit interne

A. Le droit international privé

B. Le droit international public

C. Le droit de l'UE

§3. Droit public et droit privé

A. Le droit public et ses différentes branches

B. Le droit privé et ses différentes branches

C. Les disciplines mixtes

Propriété de l'UNJF – cours destiné à l'usage privé des étudiants dans le cadre de leurs études et à l'usage personnel et/ou professionnel du personnel de l'établissement membre. Toute commercialisation des cours est interdite.

LEÇON 2. L'ORGANISATION JURIDICTIONNELLE

Section 1. L'ordre juridictionnel judiciaire

§1. Présentation générale : de la 1ère instance à la cassation

A. La première instance

B. L'appel

C. La Cassation

§2. Les juridictions de première instance

A. Les Juridictions Civiles

1. Les juridictions spécialisées
   a) Les tribunaux de commerce (ou juridictions consulaires)
   b) Les conseils de prud'hommes (CPH)
   c) Les tribunaux paritaires des baux ruraux (TPBR)
   d) Les tribunaux des affaires de sécurité sociale (TASS)
2. Les juridictions à compétence générale
   a) Les tribunaux de grande instance (TGI)
   b) Les tribunaux d'instance (TI)
   c) La réforme de 2020 : la création des tribunaux judiciaires (TJ)
      1°) La compétence du tribunal judiciaire
      2°) Le taux de ressort
      3°) Les juges spécialisés au sein du tribunal judiciaire
      4°) Les tribunaux de proximité (TP)

B. Les Juridictions Répressives

1. Les catégories d'infractions
2. Les juridictions répressives de droit commun
3. Les juridictions répressives d'exception

C. Les rapports entre les juridictions répressives et les juridictions civiles

§3. Les juridictions du second degré : les cours d'appel

A. Définitions

B. Composition et fonctionnement des cours d'appel

C. Effet suspensif de l'appel

§4. La cassation

A. Composition de la cour de cassation

B. Rôle de la Cour de cassation

1. Le contrôle de l'application des lois
2. La saisine pour avis de la Cour de cassation

C. Le mécanisme du renvoi

Section 2. L'ordre juridictionnel administratif

§1. Les tribunaux administratifs (TA)

§2. Les Cours administratives d'appel (CAA)

§3. Le Conseil d'État (CE)

Section 3. Le tribunal des conflits

Propriété de l'UNJF – cours destiné à l'usage privé des étudiants dans le cadre de leurs études et à l'usage personnel et/ou professionnel du personnel de l'établissement membre. Toute commercialisation des cours est interdite.

LEÇON 3. LES SOURCES DU DROIT : LE DROIT ECRIT

Section 1. Les sources supra-législatives

§1. La Constitution

A. Le contenu de la Constitution de la Vème République

B. Les normes assimilées

§2. Les sources internationales

A. Les traités et accords internationaux

B. Les sources européennes

1. Le droit de l'Union européenne

a) Les principales règles du droit de l'Union européenne : droit primaire et droit dérivé

b) La sanction du droit de l'Union européenne

2. Le droit européen des droits de l'Homme

a) La Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (CESDH ou Conv. EDH)

b) La sanction

Section 2. La loi

§1. Définitions

§2. Les différents types de lois

A. Les lois organiques

B. Les lois référendaires

C. Les lois ordinaires

D. Les ordonnances

E. Les règlements administratifs

LEÇON 4. LES CONFLITS DE NORMES DROIT ECRIT

Section 1. Les conflits entre normes de différentes natures : la hiérarchie des normes

§1. Description de la hiérarchie

§2. Le respect de la hiérarchie des normes

A. Le contrôle de constitutionnalité

1. La conformité des traités internationaux à la Constitution
2. La conformité des lois à la Constitution

B. Le contrôle de conventionnalité

C. Le contrôle de légalité

Section 2. Les conflits entre normes de même nature : l'application de la loi dans le temps

§1. La durée de validité des lois

A. L'entrée en vigueur des lois

1. La promulgation
2. La publication

B. La disparition de la force obligatoire des lois

§2. Les conflits de lois dans le temps

A. Principes de résolution

B. Application aux situations juridiques en cours de réalisation

1. Les conditions et les effets passés d'une situation juridique en cours de réalisation : le principe de non- rétroactivité

a) Les conditions de création des situations juridiques en cours

b) Les effets passés des situations juridiques en cours

Propriété de l'UNJF – cours destiné à l'usage privé des étudiants dans le cadre de leurs études et à l'usage personnel et/ou professionnel du personnel de l'établissement membre. Toute commercialisation des cours est interdite.

c) Justification et portée du principe de non-rétroactivité

d) Exceptions au principe de non rétroactivité

2. Les effets futurs des situations juridiques en cours de réalisation : le principe de l'application immédiate de la loi nouvelle.

a) Le principe d'application immédiate de la loi nouvelle

b) L'exception : la survie de la loi ancienne pour les contrats en cours

LEÇON 5. LES SOURCES COMPLEMENTAIRES DU DROIT

Section 1. La jurisprudence

§1. L'élaboration de la jurisprudence

A. L'obligation de juger

1. L'article 4 du Code civil et l'interdiction des dénis de justice
2. L'interprétation de la loi

B. L'interdiction de légiférer

1. L'article 5 du Code civil et la prohibition des arrêts de règlement
2. Le corollaire : l'autorité relative de la chose jugée

§2. La nature de la jurisprudence

A. La jurisprudence n'est pas une source formelle du droit

1. Les arguments historiques et politiques
2. Les arguments textuels

B. La jurisprudence est une autorité en droit

1. Le pouvoir d'interprétation de la jurisprudence
2. Le pouvoir créateur de la jurisprudence

Section 2. La coutume

§1. Notion

A. L'élément matériel : la répétition

B. L'élément psychologique : l'opinio juris

§2. Rôle de la coutume

A. La coutume fondée sur la permission du législateur

B. La coutume existant en dehors de la loi

1. La coutume *praeter legem*
2. La coutume *contra legem*

Section 3. Les autorités

§1. Les autorités administratives

A. Les organes

B. Les actes

1. Les circulaires administratives
2. Les recommandations
3. Les réponses des ministres aux questions des parlementaires

§2. Les autres autorités

A. La doctrine

1. Définition
2. Autorité de la doctrine

B. Les autorités professionnelles

1. Les règles de déontologie
2. Les conventions collectives de travail

Propriété de l'UNJF – cours destiné à l'usage privé des étudiants dans le cadre de leurs études et à l'usage personnel et/ou professionnel du personnel de l'établissement membre. Toute commercialisation des cours est interdite.

LEÇON 6. LES TITULAIRES DES DROITS SUBJECTIFS

Section 1. Définitions

§1. Les droits subjectifs

§2. La personnalité juridique

Section 2. Les personnes physiques

§1. Définition

A. Tous les êtres humains sont des personnes physiques sujets de droit

1. L'esclavage
2. La mort civile

B. Seuls les êtres humains sont des personnes physiques sujets de droit

§2. L'existence de la personne physique

A. L'apparition de la personnalité juridique

1. Le principe : Etre né vivant et viable
2. L'aménagement : l'adage *Infans conceptus …*

B. La disparition de la personnalité juridique

1. La mort : Définition ?
2. Conséquences juridiques de la mort

C. Les doutes sur l'existence de l'individu

1. Le statut de l'embryon
   a) Enoncé du problème
   b) Applications
2. La disparition de l'individu
   a) L'absence
   b) La disparition

§3. L'identification de la personne physique

A. L'état des personnes

1. Notion d'état des personnes
2. Caractères de l'état des personnes

B. Le nom

1. Le nom de famille
2. Le prénom

C. Le sexe

1. Le revirement de 1992
2. La réforme du 18 novembre 2016
3. Le refus de la mention d'un "sexe neutre"

D. Le domicile

E. La capacité

1. Les objectifs visés par les régimes de protection des personnes vulnérables
2. Les types d'incapacité

Section 3. Les personnes morales

§1. L'existence de la personne morale

§2. Régime applicable aux personnes morales

Propriété de l'UNJF – cours destiné à l'usage privé des étudiants dans le cadre de leurs études et à l'usage personnel et/ou professionnel du personnel de l'établissement membre. Toute commercialisation des cours est interdite.

LEÇON 7. LA CLASSIFICATION DES DROITS SUBJECTIFS

Section 1. La classification des droits en fonction de leur objet

§1. Les droits patrimoniaux

A. La notion de patrimoine

1. Définition
2. Le principe d'unité du patrimoine

B. Les droits réels

1. Définitions

a) Choses corporelles, choses incorporelles

b) Choses appropriées ou non-appropriées

2. Les principales classifications des droits réels

a) La distinction entre meubles et immeubles

1°) Application de la distinction aux choses

2°) Application de la distinction aux droits

b) Droits réels principaux et droits réels accessoires

1°) Les droits réels principaux

2°) Les droits réels accessoires

C. Les droits personnels

1. Notion
2. Comparaison du droit réel et du droit personnel

D. Les droits intellectuels

§2. Les droits extrapatrimoniaux

A. Notion

1. Définition

2. Caractères

B. Les droits de la personnalité

1. Le droit à l'intégrité physique

a) Le principe

1°) La protection du corps contre les atteintes portées par autrui

2°) L'obligation de respecter son propre corps

b) Les exceptions

1°) Les exceptions fondées sur le consentement de la personne

2°) Les exceptions fondées sur la nécessité de l'atteinte

2. Le droit à l'intégrité morale

a) Le droit au respect de la vie privée

1°) Les conditions du droit à réparation

2°) Les sanctions de l'atteinte à la vie privée

b) Le droit à l'image

1°) Le domaine du droit à l'image

2°) Les limites du droit à l'image

Section 2. La classification des droits en fonction de leur source

§1. L'acte juridique

§2. Le fait juridique

Propriété de l'UNJF – cours destiné à l'usage privé des étudiants dans le cadre de leurs études et à l'usage personnel et/ou professionnel du personnel de l'établissement membre. Toute commercialisation des cours est interdite.

LEÇON 8. LA PREUVE DES DROITS SUBJECTIFS (PRINCIPES APPLICABLES A L'OBJET ET A LA CHARGE DE LA PREUVE)

Section 1. L'objet de la preuve

§1. Principes généraux

A. Délimitation de l'objet de la preuve

1. Principe
2. Exceptions

B. Décomposition du travail probatoire

§2. Les critères de délimitation de l'objet de la preuve

A. Le fait à prouver doit être pertinent

B. Le fait à prouver doit être contesté et contestable

1. En principe, on ne doit prouver que ce qui est contesté par l'autre partie
2. Il ne suffit pas que le fait soit contesté, il faut encore qu'il soit contestable

§3. Les présomptions qui déplacent l'objet de la preuve

A. Les présomptions légales

1. Exemples
2. Force de la présomption

B. Les présomptions judiciaires

Section 2. La charge de la preuve

§1. L'interprétation initiale : l'alternance du procès civil

§2. L'interprétation actuelle : les risques de la preuve

§3. Les présomptions inversant la charge de la preuve

LEÇON 9. LES MODES DE PREUVE DES DROITS SUBJECTIFS

Section 1. Les différents modes de preuves

§1. Les preuves écrites

A. Les preuves écrites parfaites

1. L'acte authentique
2. L'acte sous signature privée
   a) La condition commune à tous les actes : la signature des parties
   b) La condition spécifique aux actes synallagmatiques : la formalité du « double »
   c) La condition spécifique aux actes constatant une promesse unilatérale de verser une somme d'argent ou une chose fongible : la mention en chiffres et en lettres
3. Les modes de preuve électroniques
   a) Conditions de validité de l'acte électronique
   b) L'adaptation des règles traditionnelles
4. La force probante des écrits préconstitués
   a) Force probante des écrits valablement constitutés
   b) Non-respect des conditions de validité de l'*instrumentum*

B. Les preuves écrites imparfaites

1. Les copies
2. Le commencement de preuve par écrit
3. Les autres écrits

§2. Les preuves non-écrites

A. L'aveu (art. 1383 s. nouv. du Code civil)

B. Le serment (art. 1384 s. nouv. du Code civil)

C. La preuve par témoins (art. 1381 nouv. du Code civil)

D. Les présomptions

Propriété de l'UNJF – cours destiné à l'usage privé des étudiants dans le cadre de leurs études et à l'usage personnel et/ou professionnel du personnel de l'établissement membre. Toute commercialisation des cours est interdite.

Section 2. L'adminissibilité des modes de preuves

§1. Le principe : la liberté de la preuve

§2. La preuve des actes juridiques excédant 1 500 €

A. Le principe : l'exigence d'un écrit

B. Les exceptions à l'exigence d'une preuve parfaite

1. L'existence d'un accord entre les parties
2. La liberté de la preuve en matière commerciale
3. L'existence d'un commencement de preuve par écrit
4. L'impossibilité matérielle ou morale de se procurer un écrit
5. L'aveu ou le serment décisoire
6. L'existence d'une copie

§3. Les limites au principe général de liberté de la preuve

A. Les faits juridiques dont la preuve n'est pas libre

B. Le respect du principe de loyauté de la preuve

1. Atteinte au droit au respect de la vie privée
2. Atteinte au droit à l'image
3. Atteinte au secret professionnel

C. Le respect du principe du contradictoire

LEÇON 10. L'EXERCICE DES DROITS SUBJECTIFS

Section 1. L'action en justice

§1. Les conditions de réalisation judiciaire du droit subjectif

A. La régularité de la demande

1. Conditions de régularité de la demande
   a) Le respect des formes
   b) La capacité d'agir en justice
   c) Le pouvoir d'agir en justice
   d) La saisine de la juridiction compétente
2. Contestation de la régularité de la demande

B. La recevabilité de la demande

1. Conditions de la recevabilité de la demande
   a) L'intérêt à agir
      1°) Principe
      2°) Conditions
   b) La qualité pour agir
   c) Les délais pour agir
2. Contestation de la recevabilité de la demande

C. Le bien-fondé de la prétention

§2. Les effets de la décision de justice

A. La force exécutoire

1. Les moyens par lesquels s'exprime la force exécutoire
2. Condition de la force exécutoire

B. L'autorité de la chose jugée

1. Principe
2. Conditions
   a) Identité d'objet
   b) Identité de cause
   c) Identité de personnes agissant en la même qualité

Propriété de l'UNJF – cours destiné à l'usage privé des étudiants dans le cadre de leurs études et à l'usage personnel et/ou professionnel du personnel de l'établissement membre. Toute commercialisation des cours est interdite.

Section 2. L’abus de droit

§1. Les principes

A. Construction de la théorie de l'abus de droit

1. Les obstacles théoriques
2. La reconnaissance d'un possible exercice abusif des droits subjectifs
3. Synthèse

B. Critères de l'abus de droit

1. Le détournement de la finalité sociale du droit
2. L'intention de nuire
3. L'existence d'une faute caractérisée

C. Applications

§2. Les sanctions

A. Les principes de réparation

B. Les modes de réparation

Propriété de l'UNJF – cours destiné à l'usage privé des étudiants dans le cadre de leurs études et à l'usage personnel et/ou professionnel du personnel de l'établissement membre. Toute commercialisation des cours est interdite.